

PROJET ISKENDERUN:

ANALYSE SYSTEMIQUE ET PROSPECTIVE

**Prof. Dr. Can HAMAMCI
Faculté des Sciences Politiques
Université d'Ankara**

Juillet-2001

Contenu

Abréviations	3
Caractéristiques de la région	1
Objectif du projet: nécessité d'une étude prospective	2
Déroulement de l'étude	4
Evaluation et contribution du projet	9
Leçons tirées de l'expérience.....	13
Figure 1: Carte de la Baie d'Iskenderun	Erreur ! Signet non défini.
Références.....	15

Abréviations

A2	Scénario Alternatif Volontariste
AKÇEP	Plate-forme des Associations de l'Environnement Méditerranéen (Akdeniz Çevre Platformu)
BAÇEP	Plate-forme des Associations de l'Environnement de la Méditerranée-Ouest (Batı Akdeniz Çevre Platformu)
CAR/PB	Centre d'Activités Regionalé du Plan Bleu
CCE-DG	Commission des Communauté Européenne-Direction Générale
CE	Communauté Européenne
ÇEKSAM	Le Centre de Protection de l'Environnement, de Culture et d'Art de Tarsus
ÇETKO	L'Association de la Protection de l'Environnement et du Consommateur d'Adana
ÇMGP	Projet Métropolitain de Çukurova
DAÇE	Secrétariat commun des Associations de l'Environnement de la Méditerranée-Est
DOHAYKO	L'Association pour la Protection de la Nature et des Animaux
FSP	Faculté des Sciences Politiques
GAP	Projet de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est
KÜDAY	L'Association de Protection de la Vie culturelle et naturelle de Silifke
MAP	Mediterranean Action Plan
MEDUNIT	Mediterranean Coordinating Unit
MOE	Ministry of Environment
NPN	Matrice Negatif- Positif-Neutre
OEP	Organisation d'Etat pour la Planification
OME	Observatoire Méditerranéenne de l'Energie
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Plan d'Action pour la Méditerranée
PB	Plan Bleu
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
T1	Scénario de la tendance de référence

Caractéristiques de la région

Le baie d'Iskenderun se situe à l'extrême nord-est de la Méditerranée. Elle concerne l'étendue maritime comprise entre le Cap Akıncı et le Détroit de Hurma. La baie est approximativement rectangulaire (60 km de long sur 35 de large, soit environ 2100 km²), et sa profondeur moyenne est d'environ 70 m (soit environ 147 km³). Le linéaire côtier de la zone d'étude est d'environ 280 km.

La partie terrestre du projet comprend sept districts côtiers des provinces d'Adana et d'Hatay (une superficie totale de 3755 km²). Toutefois, il faut souligner que les districts côtiers de Hatay 41 % du territoire de la province contre seulement 8 % dans la province d'Adana.

La zone d'étude n'est pas limitée avec la baie d'Iskenderun. Même si le projet concerne essentiellement le baie d'Iskenderun et son littoral, l'étude a été faite à l'échelle de bassin et on a soigné la totalité économique, sociale et écologique.

“Les deux districts côtiers de la province d'Adana appartiennent à la vaste plaine de la Çukurova, où l'agriculture intensive a été à l'origine du développement d'une puissante agro-industrie. Les districts côtiers de la province de Hatay adossés à la chaîne des monts Amanos, sont au carrefour des routes commerciales Méditerranée/Anatolie de l'Est et du Sud-Est où le vaste Projet de l'Anatolie du Sud-Est (GAP)”¹.

La topographie, les sols agricoles, les écosystèmes rares comprenant la faune et la flore remarquable sont les contraintes naturelles fortes de la zone d'étude.

La plaine cotière à l'Est et au Sud est extrêmement restreinte, avec de fortes pentes à quelque kilomètres de la ligne du rivage. Cette barrière des Monts Amanos constitue à l'évidence une contrainte forte pour la localisation des activités économiques et humaines (Figure 1).

Si on considère les deux provinces côtières de la baie d'Iskenderun, les sols agricoles de très bonne qualité (sols de Classe I) n'y sont pas une ressource rare et représentent environ 13% de la superficie provinciale, soit double de la proportion nationale.

Les écosystèmes rares sont représentés par les plages où vont se reproduire les tortues marines, et par les zones utilisées par l'avifaune soit pour la nidification soit au cours des migrations. Il s'agit principalement des lagunes et des zones humides au delta.

Les tortues marines figurent parmi les espèces menacées. Il se trouve que la région d'Iskenderun possède plusieurs sites de ponte, dont deux au moins sont parmi les plus importants de Méditerranée. Il est intéressant de noter que l'importance de ces sites pour l'espèce dépasse largement l'intérêt local et s'inscrit dans l'écosystème de la mer Méditerranée dans sa globalité. L'impérieuse nécessité de protection de ces plages exerce une contrainte forte pour les activités économiques et humaines (extraction de matériaux, tourisme, loisirs).

La population, l'urbanisation, les transport et la pollution de la baie sont les tendances lourdes de la zone de projet. La croissance de la population totale et de la population

¹ PNUE, PAM, CAR/PB, *Projet Iskenderun, Analyse Systémique et Prospective, Rapport Final*, Plan Bleu, Sophia Antipolis, Mars 1993, p.6.

urbaine dans la région “Méditerranée” est toujours plus forte que la moyenne nationale. Durant la période 1980/1985, les deux provinces côtières de la zone d'étude ont également connu une croissance de la population (totale et urbaine) plus forte que la moyenne nationale. Entre les années 1985/1990, cette distance par rapport à la moyenne s'atténue.² Pour les deux périodes, la croissance de la population rurale dans la province de Hatay est beaucoup plus forte que la moyenne.

Population Urbaine et Urbanisation (1985-1990)

1985	Population totale	Population urbaine	Taux d'urbanisation (%)
Turquie	50 664 458	25 741 812	50.8
Région méditerranéenne	6 124 316	3 091 000	50.4
Baie d'Iskenderun	2 728 192	1 561 087	57.2
1990			
Turquie	56 473 035	31 804 551	56.3
Région méditerranéenne	7 081 794	3 843 261	54.2
Baie d'Iskenderun	3 044 661	1 906 793	62.6

Référence: UNEP-MAP BPRAC, FSP, MOE, **Iskenderun Bay Project- Volume I: Environmental Management within the Context of Environment-Development**, MAP Technical Report Series, No.89, 1994, p.16.

En terme de densité de la population, la province de Hatay compte 205 habitants/km² et celle d'Adana 112 hab/km² en 1990. Parmi les dix provinces (avec Osmaniye actuellement 11 provinces) méditerranéennes de Turquie, les deux provinces riveraines de la baie d'Iskenderun sont densément peuplées.

Le transport qui vient en tête des plus importantes activités dans le domaine du projet, et surtout le transport maritime cause des pressions défavorables du point de vue de l'environnement. Les installations de remplissage du pétrole où se font les opérations de transport du pétrole irakien ainsi que les ports d'Iskenderun et de Mersin peuvent être qualifiés comme des risques importants du point de vue environnemental. Tout autour de la baie d'Iskenderun se trouvent situés un grand nombre d'aciéries et fonderies de fer, de lamineries ainsi que des installations industrielles de chimie, pétro-chimie et d'engrais. Les polluants d'origine terrestre provenant de ces installations industrielles et des déchets urbains constituent les autres sources entraînant une pollution de la mère dans le golfe. D'autre part, la baie d'Iskenderun est également polluée de façon grave par les agglomérations des autres pays situés au large de la Méditerranée ou par des déchets solides lâchés (déchargés) par des navires et dont la plupart sont des matières plastiques.

Objectif du projet: nécessité d'une étude prospective

L'analyse prospective est née du but de réaliser un projet à l'échelle nationale par l'utilisation de l'accumulation des connaissances et expériences obtenues du travail des scénarios du Plan Bleu.

L'objectif fondamental du Projet d'Iskenderun développé conformément à cette idée, a

² UNEP-MAP BPRAC, FSP, MOE, **Iskenderun Bay Project- Volume I: Environmental Management within the Context of Environment-Development**, MAP Technical Report Series, No.89, 1994, p.9-18.

été fixé à deux niveaux;

- au niveau international, l'idée que la technique d'analyse systémique et de scénario utilisée au niveau du bassin méditerranéen pourrait avoir du succès également à l'échelle locale définie,
- au niveau national, des objectifs de développement économique et social convenant à la structure du pays dans une perspective en harmonie avec l'environnement, proposer un modèle concret de gestion de l'environnement à l'échelle locale, et tout en se renouvelant dans ce contexte, mettre en application un processus de planification qui évolue.

L'idée de la mise en application à l'échelle locale de la méthode d'analyse systémique et prospective est une idée conjointement développée par les fonctionnaires du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Environnement de la Présidence du conseil qui était à l'époque le Point Focal National, et de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara et les responsable de CAR/PB qui avaient travaillé ensemble dans l'élaboration des scénarios nationaux de la Turquie ainsi que des scénarios méditerranéens du Plan Bleu. Et la mise en pratique de cette idée n'aurait été possible que quand elle a pris la forme d'un projet qui prenait place dans le budget d'investissements du Sous-Secrétariat d'Etat de la Présidence du Conseil conformément à la réglementation national. C'est ainsi qu'on a assuré le financement du projet à partir du budget national.

Parallèlement à cela, des démarches ont été effectuées par la même institution qui était le Point Focal National de Turquie du Plan Bleu en vue d'obtenir, conformément aux procédures du système de Barcelone, le soutien technique pour le projet par CAR/BP. Ce dernier a assuré ce soutien technique et a travaillé avec l'équipe de la Faculté des Sciences Politiques (FSP) à chaque phase jusqu'à ce que le projet soit finalisé (les différentes dépenses encourues par l'équipe du Plan Bleu pour ces activités ont été couvertes par le budget du PB). On peut dire que l'appui politique (dans le sens de l'administration public) le plus important au projet a été donné en premier lieu par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Environnement de la Présidence du Conseil et par le Ministre d'Etat chargé de l'Environnement auquel est subordonné ce premier au niveau de l'administration centrale.

Il faudrait également souligner dans ce contexte le soutien de l'Organisation d'Etat pour la Planification (OEP) qui a en Turquie le pouvoir de donner son agrément officiel aux projets d'investissement du secteur public. Et un autre soutien politique s'est révélé au niveau local. Le maire d'Iskenderun à l'époque (qui assurait également alors la présidence de l'Union des Mairies de la Baie d'Iskenderun) et l'Association d'Iskenderun pour la Protection de l'Environnement ont apporté leur soutien politique au projet au niveau local.

Les principaux objectifs du projet sont exprimés comme ci-dessous dans le document officiel du projet³:

- détermination des tendances prospectives du développement économique et social;
- détermination des relations et de l'interdépendance actuels et futurs entre la structure et l'environnement;
- détermination et élimination des activités qui détériorent les cercles écologiques en leur tendance de développement;
- recherche des activités économiques qui vont harmoniser le développement avec l'environnement;
- proposition des modèles globaux qui se nourrissent de l'environnement et qui lui conviennent.

La région choisie comme le domaine du projet possède caractéristiques qui reflètent la presque totalité des caractéristiques communes du bassin méditerranéen. Dans ce contexte, la philosophie essentielle du projet est la préparation des scénarios qui montrent à l'échelle locale l'interaction environnement/développement en localisant les méthodes utilisées dans les scénarios du Plan Bleu. Par la suite, en fonction des résultats desdits scénarios, formulation des propositions relatifs aux arrangements juridiques, institutionnels, financiers et techniques qui permet la réalisation d'une gestion rationnelle de l'environnement dans la baie d'Iskenderun. L'apport le plus important qu'on attende dans ce contexte de l'étude prospective est que celle-ci offre les éléments permettant de disséquer et orienter l'avenir à la lumière des évolutions et tendances du passé. Toutefois, le problème le plus important rencontré tout au long du travail a été celui d'accès aux données sur certains sujets. L'obtention des données susceptibles de préciser les tendances concernant les valeurs environnementales dont la pollution marine en tête a été le problème le plus important qui ait été rencontré au cours du travail.

Déroulement de l'étude

Après la conception du projet de la façon résumée en haut et la réalisation des arrangements nécessaires légaux/financiers (la préparation du contrat et du cahier des charges techniques relatifs au projet), on a commencé les travaux planifiés comme à trois phases. Tout au long de ces travaux, le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Environnement a assuré la coordination au niveau national et international, a joué un rôle facilitant la communication et la relation entre CAR/PB et la FSP (Faculté des Sciences Politiques). L'état existant économique, social et environnemental du domaine du projet, l'inventaire vérifié des activités et connaissances influençant le golfe ont été réalisés par l'équipe de la FSP. Les hypothèses relatives aux tendances de développement dont l'une pour le scénario tendanciel (T1), l'autre pour le scénario alternatif (A2) ont été conjointement déterminées. "L'équipe du PB n'a pas cherché à élaborer les scénarios de la baie d'Iskenderun. Sa tâche principale à cette étape du travail a consisté à illustrer, au moyen d'un certain nombre de cartes et croquis, quelques résultats (notamment les

³ A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi, *Çevre ile Uyumlu Sosyo-Ekonomik Entegre Planlama İçin Iskenderun Körfezinde Kirlenmenin Tespiti ve Çevre Yönetim Projesi Birinci Aşama (Haziran 1990-Aralık 1990)*, Ankara, (Projet Directeur sur le Constat de la Pollution de la Baie d'Iskenderun: Pour une Planification Socio-économique Intégrée, Première Etape (juin 1990-décembre 1990),(en turc, résumé en française), p.3.

populations, l'urbanisation et l'industrialisation, les transports, la pollution de la baie) selon les différentes hypothèses de gestion de l'espace et de prise en compte de l'environnement"⁴.

Ces trois partenaires ont fait tout au long du travail une très étroite coopération et réalisé un échange de vues ordonné. Au cours du projet, 7 réunions de travail étaient réalisées pour assurer la participation des acteurs centraux, locaux et de la FSP et du PB. Pendant cette période la FSP a organisé plusieurs réunions de travail avec les acteurs centraux et locaux sur le domaine du projet. Les documents de travail qu'ont préparés la FSP et CAR/PB selon la distribution de travail qu'ils ont faite entre eux ont été évalués d'abord par ces trois institutions. Plus tard, les documents d'un contenu reflétant la communauté de vues des trois partenaires ont été soumis à la connaissance de tous les acteurs aux niveaux central et local. La collecte des opinions a été réalisée de deux façons différentes, c'est-à-dire par écrit et par oral. On a pris soin de prendre l'opinion de toutes les institutions publiques concernées. Et au niveau local, ces documents ont été, ouvert à la discussion lors des réunions de travail à très large participation. On a fait les modifications jugées nécessaires dans ces documents en fonction des opinions et suggestions reçues de ces acteurs.

On a commencé en 1990 le projet qui avait été planifié de façon à couvrir la période de trois ans entre 1989 et 1991 en raison du retard ayant eu lieu dans les arrangements financier et l'on n'a pu l'accomplir qu'en 1992.

Le Projet de Gestion de l'Environnement de la Baie d'Iskenderun porte, soit par sa philosophie soit par les techniques qu'il utilise, la caractéristique d'un travail pilote pour la mise en pratique du Plan Bleu à l'échelle locale. Dans ce projet qui vise à l'élaboration du mécanisme administratif et des principes d'administration destinés à ce que les évolutions observées dans la structure socio-économique de la région du projet soient harmonieuses avec l'environnement, on a réalisé d'abord un inventaire à preuve des activités et du savoir qui entourent la baie et qui en influencent la structure écologique, puis, on a élaboré des scénarios.

En conformité avec la méthode d'analyse systémique et les buts du travail, il a été jugé nécessaire de fixer d'abord les éléments du système de la Baie, de décrire ce système afin de pouvoir examiner les relations entre les différentes options destinées au développement dans la baie d'Iskenderun et l'environnement. Ces éléments ont été fixés comme suit:

- sol, eaux continentales, bande littorale, faune et flore en tant que principaux composants de l'environnement,
- agriculture, industrie, énergie, tourisme et transports en tant que principaux secteurs d'activités économiques.

Quand on analyse le système dans le projet, comme c'est une méthode qui se conclura plus facilement, au lieu de décrire séparément chaque élément qui fait partie du système et de rechercher les relations et interactions de chacun entre eux et avec le système, on a préféré analyser les relations entre les acteurs se trouvant dans le système en prenant comme des acteurs les centres de décision influençant le système et l'on a

⁴ PNUE, PAM, CAR/PB, *loc cit*, p.59.

utilisé la matrice NPN comme formulation. Dans ce cadre, les acteurs ont été réunis dans les principaux groupes suivants:

- Projets en cours et à réaliser,
- Décisions pour l'utilisation du sol,
- Buts des centres de décision (autorités centrales et locales, établissements privés, etc.) à longue et courte échéances, leurs intérêts, leurs attentes relatives à l'avenir,
- Entreprises industrielles et leurs structures,
- Entreprises touristiques et leurs structures,
- Recensement des exploitations agricoles.

Afin de pouvoir passer à la phase de détermination des hypothèses et d'énumération hiérarchique de celles-ci, phase qui est la plus importante composante de la technique des scénarios, il est nécessaire de déterminer les sujets qui jouent le rôle de variable dans les scénarios, c'est-à-dire les dimensions.

Les dimensions des scénarios environnement/développement de la baie d'Iskenderun ont été déterminées par ordre suivant:

- relations économiques internationales,
- population et mouvements de population dans la région de la baie,
- stratégie de développement national et les entreprises importantes qui influencent le domaine du projet dans cette stratégie (telles que le Projet de l'Anatolie du Sud-Est),
- arrangements destinés à l'environnement aux échelles nationale, régionale et internationale.

Les scénarios de l'environnement/développement de la baie d'Iskenderun, dont le cadre a été tracé par ces dimensions et qui visent les années 2010 à 2025, ont été préparés de deux façons, à savoir en scénario de la tendance de référence (T1) et en scénario alternatif volontariste (A2).

Le scénario de la tendance de référence (T1) élaboré pour la baie d'Iskenderun est basé, comme c'est le cas dans les scénarios de tendance du Plan Bleu), sur l'hypothèse que le développement économique et technologique international ne subira pas de modification structurale, c'est-à-dire que la domination des Etats-Unis et du Japon, et après ces derniers, celle de l'Europe continueront.

Les hypothèses du scénario T1 de la baie d'Iskenderun sont énumérées de façon suivante:

- l'augmentation naturelle de la population et le taux de l'urbanisation continueront de la même façon,
- le problème de l'emploi augmentera,
- la privation de propriétés s'accélèrera dans le secteur rural,
- la petite production dans le secteur urbain continuera en croissant,
- la perte des terres agricoles fertiles persistera, la transformation de ces domaines en zones de deuxièmes habitations et d'industrie continuera,

- l'industrie lourde s'élargira sans qu'il y ait une modification notable dans sa structure,
- les pressions sur l'environnement, la pollution et la détérioration seront de plus en plus fortes et l'on ne verra pas de relèvement important dans la qualité de la vie.

Quant au scénario alternatif volontariste (A2) basé sur l'assistance technique, la coopération et l'intégration régionales, les hypothèses sont énumérées selon la position de la Turquie dans les formations régionales différentes. Ce sont:

- l'intégration à la CE,
- la coopération de la Mer-Noire,
- la coopération avec les pays de l'Asie centrale et de la Caucase, y compris la communauté des Etats indépendants,
- le rapprochement entre les pays balkaniques,
- et comme une probabilité moins forte, la coopération avec les pays tels qu'Egypte, Israël, etc.

Le modèle de gestion, proposé dans le contexte du scénario de référence tendancielle, a été prévu de façon qu'il élimine d'une part les problèmes existants et qu'il prévienne d'autre part ces problèmes et développe les secteurs qui sont en harmonie avec l'environnement. Le scénario alternatif volontariste a été agencé de façon à permettre des politiques de développement adaptées à l'environnement.

Il a été jugé nécessaire que le modèle de gestion de l'environnement proposé pour la zone du projet en partant des résultats de ces scénarios soit basé sur la stratégie de planification intégriste socio-économique. Dans ce cadre, il s'est révélé nécessaire que la stratégie de planification, se détachant du modèle de planification traditionnel basé sur le double élément moyen-fin, parte d'abord, comme c'est le cas dans l'approche systémique, de l'aspect général des problèmes relatifs à la région à planifier et qu'on emploie une conception de la planification flexible que perçoit celle-ci comme un processus et qui est une conception nouvelle.

En partant de cette approche de la planification, on a conduit le Projet de Gestion de l'Environnement de la Baie d'Iskenderun avec la participation, à toutes ses phases, de tous les acteurs sociaux concernés par la région. Cette participation a également continué au cours des travaux d'élaboration du modèle de gestion de l'environnement comme c'était le cas aux phases de description du système, de choix des dimensions des scénarios et de constitution des hypothèses.

Pendant toute la durée du projet, on a organisé bon nombre de réunions de travail avec la participation de personnes physiques (des individus), de personnes morales de droit privé (associations, fondations, sociétés, syndicats et chambres professionnelles existant dans la région) et de personnes morales publiques. Les principes fondamentaux du modèle de gestion de l'environnement devant se préparer en considération des résultats des scénarios environnement/développement ont été déterminés d'un commun accord entre ces acteurs sociaux.

Dans ce contexte, il a été prévu que le modèle de gestion de l'environnement basé sur la conception de planification intégrée d'ordre socio-économique, proposée pour la région soit, pour être opérationnel dans les phases de prise de décision, de planification et mise en application, d'une structure permettant la protection des valeurs de l'environnement, le suivi des mouvements de population, le contrôle de l'utilisation des sols, du secteur des services et de la technologie.

Dans le cadre de ces évaluations et constatations, on est arrivé à la conclusion qu'il est nécessaire qu'il y ait une autorité qui doit assurer la prévention des détériorations environnementales dans la zone du projet, la protection et l'amélioration de l'environnement, la contribution au développement économique et social de la région et réaliser, dans les relations environnement-développement, une intégration qui soit en harmonie avec l'environnement. Il a été proposé que cette autorité définie en détail par ses buts et fonctions, sa structure, les moyens administratifs, économiques, financiers et techniques qu'elle doit utiliser, ses règles de fonctionnement ainsi que par la base juridique de ces derniers, soit organisée en une société mixte pourvue de personnalité morale.

Les associés de cette société mixte sont les suivants sur la base de groupes principaux:

- les ministères concernés et leurs institutions subordonnées,
- les administrations locales et leurs associations,
- les acteurs locaux sociaux.

Après qu'on a fait les déterminations relatives à la structure civile, administrative et financière concernant cette nouvelle organisation, les actions à réaliser par cette organisation ont été énumérées sous les titres suivants:

- actions urgentes/prioritaires,
- actions à moyenne échéance,
- actions dont les effets apparaîtront à une longue échéance.

Ensuite, ce modèle d'organisation a été ouvert à la discussion de tous les acteurs sociaux concernés. Toutefois, le commun accord auquel on était parvenu concernant les principes de gestion de l'environnement n'a pas été possible pour la forme, la façon d'organisation dudit modèle. Surtout les acteurs représentant de l'administration centrale, s'opposant au transfert de leurs pouvoirs à la personnalité morale, ont insisté sur l'utilisation des formes d'organisation traditionnelles existantes. Par contre, les acteurs locaux ont donné leur appui au modèle proposé.

Un autre travail réalisé dans le Projet de Gestion de l'Environnement de la Baie d'Iskenderun en même temps que la détermination des principes et du modèle de la gestion de l'environnement par la prise comme essentiels des résultats des scénarios environnement/développement, est la fixation des mesures prioritaires devant être prises pour la suppression des problèmes urgents de la région. Le travail a été officiellement achevé par la livraison à l'institution maîtresse du projet, transformée à partir de 1992 en Ministère de l'Environnement, du rapport final qui contenait également les opinions exprimées lors de cette dernière réunion. L'instrument final du projet a été distribué à tous les acteurs locaux et centraux au niveau national. Et au niveau international, conformément à l'accord auquel étaient parvenus MEDUNIT et le Ministère de l'Environnement de la Turquie, les rapports préparés par la FSP et CAR/PB ont été édités en deux volumes dans la langue anglaise comme la publication de "MAP Technical Report Series" et ont été distribués aux Parties contractantes à la Convention de la Barcelone. Les acteurs centraux et locaux qui ont participé aux travaux pendant toute la durée de ce projet sont mentionnés en bas:

- Le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Organisation d'Etat pour la Planification subordonnée à la Présidence du Conseil,

- L'Institut des Statistiques de l'Etat,
- L'Administration du Projet de l'Anatolie du Sud-Est (GAP),
- İller Bankası (Banque des Départements),
- Le Ministère des Forêts,
- Le Ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales,
- Le Ministère du Tourisme,
- Le Ministère des Transports et Communications,
- La Direction Générale des Administrations locales subordonnée au Ministère de l'Intérieur,
- La Société d'Electricité de Turquie,
- La BOTAS,
- Le Directorate du Projet métropolitain de Çukurova,
- l'Université de Çukurova,
- Institut des Sciences de Mer d'Erdemli de l'Université Technique du Moyen-Orient (ODTÜ),
- La Préfecture de Hatay,
- La Sous-Préfecture d'Iskenderun,
- La Mairie d'Iskenderun,
- L'Union des Mairies de la Baie d'Iskenderun,
- L'Association d'Iskenderun pour la Protection de l'Environnement,
- Les Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture d'Iskenderun,
- L'Acierie d'Iskenderun,
- L'Association d'Antakya pour la Protection de l'Environnement,
- La Chambre des Pharmaciens d'Iskenderun,
- La Chambres des Médecins d'Iskenderun,
- Les syndicats se trouvant à Iskenderun,
- Le Barreau.

La participation du peuple surtout aux réunions de travail réalisées à Iskenderun et l'intérêt que la presse y a pris ont été assez importants. Réalisant différentes interviews avec l'équipe CAR/BP aussi, la presse écrite locale a fait des publications concernant chaque étape du projet. Le Directeur scientifique du Plan Bleu a été déclaré "concitoyen honoraire" par le maire lors d'une réunion tenue à Iskenderun.

Evaluation et contribution du projet

Il est possible d'évaluer sous quatre titres les effets concrets de la vision prospective dans le domaine du projet:

Le premier en est l'effet concret remarqué dans le cadre du Projet Métropolitain de Çukurova (ÇMGP) de la Banque des Départements. Le ÇMGP dont les travaux ont été entamés en 1984 et qui a été financé par la Banque Mondiale, les sources centrales et locales pour les villes de Mersin, Tarsus, Adana, Ceyhan et Iskenderun, a été conçu comme un projet visant à résoudre les problèmes d'infrastructure urbaine de ces cinq municipalités (canalisations, déchets solides, amélioration des espaces d'habitations sans reconstruction, etc.). Dans ce cadre, on a prévu l'élaboration et la mise en oeuvre d'un projet de décharge en mer profonde pour les déchets liquides urbains d'Iskenderun. Cependant, après l'accomplissement de l'étude prospective, par suite des consultations du Directorate du ÇMGP et du Ministère de l'Environnement et en considération des engagements légaux de la Turquie dans le Plan d'Action méditerranéenne, il a été

convenu de projeter la décharge en mer profonde comme une solution provisoire et de faire, en complément de cela, un projet de canalisations avec une installation d'épuration. Dans ce cadre, on a préparé quatre projets faisant partie du ÇMGP, à savoir ceux de l'installation de canalisations dotée d'épuration, du drainage d'eaux pluviales et de la gestion de déchets solides et on les a livrés à la mairie d'Iskenderun pour que celle-ci en effectue les travaux de mise en oeuvre.

Le deuxième effet important est le fait que la ville d'Iskenderun a été choisie comme une des villes pilotes du "Projet de l'énergie et de l'environnement urbain dans les pays méditerranéens". Lors de la Conférence d'Athènes organisée par OME (l'Observatoire Méditerranéenne de l'Energie) en Octobre 1993 à la demande de la CCE-DG XVII, les Ministres de l'Energie des pays méditerranéens ont approuvé une Déclaration stipulant l'importance du lancement d'un plan d'action pour la maîtrise de l'énergie dans les villes. Un programme a été préparé pour la première phase du plan d'action: il comprend le soutien à 10 villes pilotes qui travaillent en réseaux sur des thèmes d'intérêt commun: utilisation rationnelle de l'électricité, promotion du gaz naturel, développement de la cogénération, promotion des transports publics et des véhicules propres. Les villes pilotes concernées sont Rabat, Alger, Ben Arous, Alexandrie, Jericho, Gaza, Tel-Aviv, Beyrouth, Iskenderun et Nicosie. L'OME a assuré la coordination du programme pour les deux premières phases. La première phase qui s'est déroulée en 1995 a permis de créer et de former des équipes locales "Energies et Environnement" dans les villes pilotes. Ces équipes ont étudié les consommations d'énergie dans les villes et ont identifié les potentiels d'économie d'énergie. Des séminaires thématiques ont permis d'échanger des informations et des expériences sur les thèmes concernés

La deuxième phase s'est déroulée en 1996 et a permis de poursuivre la formation des équipes locales et de mettre en oeuvre les premières opérations pilotes. De plus, des projets bancables ont été identifiés et les contacts ont été établis avec les industriels concernés. Un des facteurs les plus importants du fait qu'Iskenderun prend place dans ce projet comme un des départements pilotes dans le cadre du Programme Régional Energie et Environnement urbain dans les pays méditerranéens de l'OME est que le Directeur scientifique du Plan Bleu de l'époque était en même temps le Directeur scientifique de l'OME. Ce projet a été achevé en 1997 par la publication du "Rapport de la planification d'énergie urbaine et des données géographiques d'Iskenderun". Pendant la durée du projet, le Ministère de l'Environnement et la Mairie d'Iskenderun ont travaillé en coopération.

Le Ministère de l'Environnement a affecté, aux différentes phases de ce projet, des experts qui devaient travailler à plein temps à la Mairie. Cela (c'est-à-dire le soutien technique donné aux mairies par le travail aux ordres des administrations locales des experts dont les salaires sont payés par le Ministère) porte la caractéristique d'être la première pratique dans la gestion de l'environnement en Turquie.

Un autre effet du Projet d'Etude prospective d'Iskenderun est que la prise de conscience et la sensibilité au niveau local en matière de l'environnement ont augmenté. Alors qu'il n'y avait que deux associations pour la protection de l'environnement dans le domaine du projet quand le travail a commencé, il y a eu en 1991 une grande augmentation dans le nombre de ces associations. Au cours de la même année (1991), les associations et groupes visant à la protection de l'environnement et de la nature, faisant des travaux, à l'initiative de l'Association de Protection de l'Environnement d'Iskenderun, dans la

région de la Méditerranée-Est, dans les départements et arrondissements d'Adana, Hatay, İçel, Kahramanmaraş, Osmaniye et à la République Turque de Chypre du Nord ont constitué une plate-forme de communication et de solidarité sous le nom du Secrétariat commun des Associations de l'Environnement de la Méditerranée-Est (DAÇE). Ces associations sont les suivantes:

- L'Association des Volontaires de l'Environnement d'Adana,
- L'Association de la Protection de l'Environnement et du Consommateur d'Adana (ÇETKO),
- Le Groupe AKÇEP des Volontaires de l'Environnement d'Alanya, L'Association de la Protection de l'Environnement d'Antakya,
- Le Groupe de l'Environnement Amical,
- L'Association de la Protection de l'Environnement et de la Nature de Büyükeceli,
- L'Association pour la Protection de la Nature et des Animaux (DOHAYKO),
- L'Association de Protection de la Nature et de l'Environnement de Harbiye,
- L'Association des Volontaires de l'Environnement d'Içel,
- L'Association de Protection de l'Environnement d'Iskenderun,
- L'Association de Protection de l'Environnement de Kahramanmaraş,
- L'Association de Protection de l'Environnement de Kavaslı,
- Le Mouvement de la Paix verte de Chypre,
- L'Association des Amis de l'Environnement d'Osmaniye,
- L'Association de la Protection de l'Environnement et du Tourisme de Samandağ,
- L'Association de Protection de la Vie culturelle et naturelle de Silifke (KÜDAY),
- Le Centre de Protection de l'Environnement, de Culture et d'Art de Tarsus (ÇEKSAM),
- Le Groupe des Amis des Culture, Art et Environnement de Taşeli.

Une organisation similaire a été également réalisée sous le nom de la Plate-forme des Associations de l'Environnement de la Méditerranée-Ouest (BAÇEP) par les associations se trouvant dans la région de la Méditerranée-Ouest. A l'heure actuelle, ces deux groupes, constitués d'environ 50 organisations, poursuivent conjointement leurs travaux sous le nom "Plate-forme du secrétariat commun des Associations de l'Environnement de la Méditerranée" (AKÇEP) et se place en tête des mouvements les plus efficaces des organisations de la société civile de la Turquie.

Dans le rapport final du Projet d'Etude prospective d'Iskenderun, il a été également donné de la place aux actions prioritaires dont on prévoit la réalisation dans la région de la baie. L'une des actions proposées dans ce contexte est la prise sous protection des tortues d'Akyatan et des tortues marines se trouvant dans la région. Par suite des travaux poursuivis conformément à cette proposition, l'espace en question a été pris sous protection par le Ministère des Forêts qui y a donné le statut de "l'Aire de protection de la nature et par le Ministère de l'Environnement qui en a fait autant en le dotant du statut de "zone humide de la convention de Ramsar". Cette aire a été enregistrée comme celle de la reproduction des tortues marines dans le plan maître de l'environnement. L'attribution des statuts de protection légal à cet espace constitue l'un des effets concrets du Projet d'Etude prospective d'Iskenderun sur l'étendue du projet.

Le nouveau modèle de gestion proposé par le projet et la structuration légale, administrative, financière et technique que cela nécessite n'ont pas pu être réalisés. Les modifications politiques ayant eu lieu aux niveaux central et local en constituent les

raisons principales. Avant tout, la mairie d'Iskenderun, partenaire le plus important du projet depuis le début, n'a pas fait usage de son initiative afin de passer ce modèle à la vie. Les autorités municipales, le maire de l'époque en personne n'ont déployé tous leurs efforts que pour obtenir que la mairie d'Iskenderun ait le statut de "mairie métropolitaine" et qu'on donne à Iskenderun le statut de "département et ce, à l'idée que tous les problèmes environnementaux seraient plus facilement résolus grâce à ces statuts (alors qu'à l'heure actuelle, Iskenderun ne possède aucun desdits statuts).

D'ailleurs, après les élections locales qui ont eu lieu plus tard, les dirigeants de la mairie ont été remplacés. Et il n'est pas possible de dire que la nouvelle administration prenne le même intérêt pour le projet. Concernant le niveau administration centrale, le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Environnement a été transformé le 21 août 1991 en Ministère de l'Environnement et réorganisé de cette façon. Et le Ministre d'Etat de l'époque, responsable de l'environnement, qui avait donné le plus grand soutien politique à cette initiative quand le Projet d'Iskenderun avait été entamé et qui était en même temps le député du département de Hatay a cédé ses fonctions au nouveau Ministre qui venait d'être nommé. Cela a entraîné la diminution dans une grande mesure du plus important soutien politique du projet au niveau d'administration centrale. D'autre part, comme nous l'avons déjà souligné, il n'a pas été de parvenir à un consensus entre les acteurs concernés au sujet de la forme et le mode d'organisation du modèle de gestion de l'environnement. Surtout les acteurs représentant l'administration centrale, s'opposant à ce que leurs pouvoirs soient transférés à une société mixte ayant la personnalité morale, ont insisté pour qu'on utilise les modes d'organisation traditionnels. Ce qui a constitué un autre facteur qui a empêché la mise en application des résultats/propositions du projet.

D'autre part, il n'est pas possible de dire que les acteurs de l'administration publique aient tiré profit de la nouvelle vision apportée par l'étude prospective dans certains plans d'investissement actuellement inclus dans le domaine du projet. D'ailleurs, la grande partie de ces plans d'investissement (comme centrales thermiques et nucléaires) subit l'opposition organisée de la population de la région ainsi que des organisations de la société civile par le motif qu'elles pourraient avoir de graves conséquences nuisibles sur l'environnement. Dans ce contexte, on pourrait dire que les organisations de la société civile profitent davantage de la vision prospective du projet par rapport à l'administration publique. Du reste, l'un des sujets de travail abordés au cours des réunions régulières réalisées par la plate-forme des Associations de l'Environnement de la Méditerranéen (AKÇEP) mentionnées plus haut, est le projet d'Iskenderun. Par exemple, les quatre travaux d'atelier de la réunion dernièrement tenue les 18 à 20 mai 2001 par l'AKÇEP ont été exclusivement réservés à ce sujet.

En conclusion, on pourrait dire que le problème de la non-institutionnalisation/de la conduite plutôt par des initiatives individuelles de la gestion de l'environnement, problème commun à plusieurs pays méditerranéens, s'est révélé également dans l'exemple du Projet d'Iskenderun. La chance d'être mis en application du modèle de gestion proposé par le projet a diminué dans une grande mesure par le changement des personnes/groupes ou politiciens qui donnaient leur soutien au projet et a tout-à-fait disparu avec le temps. Le même problème a été également constaté au sujet de profiter de la vision prospective.

Leçons tirées de l'expérience

Il est nécessaire que l'initiative soit développée au niveau local pour la révision, l'actualisation ou le renouvellement du Projet d'Iskenderun. Par exemple, les organisations de la société civile (ONG) de la région pourraient servir de précurseurs dans le développement de cette initiative. Comme il a été souligné plus haut, les organisations non gouvernementales locales de cette région sont les mieux organisées et les plus efficaces que certaines d'autres. Si l'on peut renouveler ce travail par le soutien et l'initiative de ces ONG et à condition de recevoir le soutien institutionnel des administrations locales de la région, ce travail d'actualisation peut apporter d'importantes contributions pour atteindre l'objectif de gestion durable de l'environnement. Pour cela, il peut être nécessaire que les ONG/les administrateurs locaux et le Ministère de l'Environnement ainsi que l'Organisation de l'Etat pour la Planification qui sont les acteurs concernés de l'administration centrale déterminent dans un contexte institutionnel comment ils partageront, dans ce travail de renouvellement, les pouvoirs, les tâches et les responsabilités. A cette fin, on pourrait proposer qu'un accord de coopération légale (par exemple, un protocole) soit conclue entre ces acteurs. Compte tenu des difficultés économiques avec lesquelles la Turquie se trouve face à face, il sera réaliste de proposer que le financement de ce projet soit assuré à partir de fonds international. Il sera sans doute très utile que, concernant soit la source financière à trouver pour ce nouveau travail, soit la planification et la conduite de celui-ci, CAR/PB aussi donne son soutien technique et scientifique.

11. Comme, à l'époque où le Projet d'Iskenderun a été réalisé, le Maire d'Iskenderun était en même temps le président de l'Union des Mairies de la Baie d'Iskenderun, on donnait des renseignements étaient membres de cette union. Par les mairies de la région connaissaient de très près l'expérience d'Iskenderun. Cependant, il y a eu plus tard plusieurs changements dans les mairies tout au long du temps passé jusqu'à aujourd'hui, à la suite des élections municipales qui ont eu lieu. Rechercher si les administrateurs municipaux en fonction à l'heure actuelle ont ou non des renseignements concernant cette expérience serait en soi un tout autre sujet de recherche. Entre les années 1996 à 2000, après l'achèvement du projet, on a fait des plans de gestion côtière dans certains autres espaces méditerranéens tels que Mersin, Belek, Çıralı, Patara et Bodrum. Pour aucun d'entre eux, on n'a pas utilisé la méthode d'analyse prospective et systémique. Toutefois, même si la même méthode n'a pas été utilisée dans tous ces travaux, on pourrait supposer qu'on s'est servi des documents de travail du Projet d'Iskenderun. D'ailleurs, on s'est servi des documents d'Iskenderun dans le Projet de Planification Intégrée de la région côtière de Mersin.

Les cités méditerranéennes qui veulent entretenir un exercice de prospective sur une zone côtière doivent tout d'abord déterminer et expliquer/apprendre aux acteurs concernés l'objectif et la méthodologie de l'étude. A cette fin elles peuvent bénéficier de l'expérience des autres cités ainsi que de l'assistance scientifique et technique du Plan Bleu. En outre, en coopération avec les Cités Unies, le PB, peut jouer un rôle catalyseur pour assurer l'échange de l'expérience.

Tout au début de l'étude, la coopération doit s'institutionnaliser aussi bien au niveau national que local pour l'identification et la répartition des tâches et des responsabilités. Dans ce contexte, la participation des ONG dont l'existence est très importante, doit être assurée à chaque phase de l'étude.



Références

A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi, *Çevre ile Uyumlu Sosyo-Ekonomik Entegre Planlama İçin Iskenderun Körfezinde Kirlenmenin Tespiti ve Çevre Yönetim Projesi Birinci Aşama (Haziran 1990-Aralık 1990)*, Ankara, (Projet Directeur sur le Constat de la Pollution de la Baie d'Iskenderun: Pour une Planification Socio-économique Intégrée, Première Etape (juin 1990-décembre 1990),(en turc, résumé en française),

A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi, *Çevre ile Uyumlu Sosyo-Ekonomik Entegre Planlama İçin Iskenderun Körfezinde Kirlenmenin Tespiti ve Çevre Yönetim Projesi İkinci Aşama (Aralık 1991)*, Ankara, (Projet Directeur sur le Constat de la Pollution de la Baie d'Iskenderun: Pour une Planification Socio-économique Intégrée, Deuxième Etape (décembre 1991),(en turc, résumé en française),

A.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi, *Çevre ile Uyumlu Sosyo-Ekonomik Entegre Planlama İçin Iskenderun Körfezinde Kirlenmenin Tespiti ve Çevre Yönetim Projesi 3. Aşama (Aralık 1992)*, Ankara, (Projet Directeur sur le Constat de la Pollution de la Baie d'Iskenderun: Pour une Planification Socio-économique Intégrée, 3 ème Etape (décembre 1992),(en turc, résumé en française),

PNUE, PAM, CAR/PB, *Projet Iskenderun, Analyse Systémique et Prospective, Rapport Final*, Plan Bleu, Sophia Antipolis, Mars 1993.

Republic of Turkey, Prime Ministry, State Planning Organisation, "*Çukurova Metropolitan Region, Urban Development Project, Iskenderun Urban Expansion Area Feasibility Study*", by the joint venture Dar Al-Handasah Consultants & Inbucon Management Consultants Ltd., Tk 8510, June 1986.

UNEP-MAP BPRAC, FSP, MOE, **Iskenderun Bay Project- Volume I: Environmental Management within the Context of Environment-Development**, MAP Technical Report Series, No.89, 1994.

UNEP-MAP BPRAC, FSP, MOE, **Iskenderun Bay Project Volume II: Systemic and Prospective Analysis**, MAP Technical Report Series, No.90, 1994.